

L'économie française résiste à la montée des

Peu exposée au commerce international, la France affiche une croissance modeste mais solide.



JULIEN POUGET
CHEF DU DÉPARTEMENT
CONJONCTURE DE L'INSEE

ANNE DE GUIGNÉ @adeguigne

CONJONCTURE Une bonne nouvelle pour le gouvernement : en cette rentrée, marquée par de nombreux risques, l'économie française tient le choc. Ménages et chefs d'entreprise paraissent même étonnamment peu impressionnés par les descriptions volontiers apocalyptiques de la prochaine récession qui se préparerait pour 2020.

Les chiffres du premier trimestre leur donnent raison. L'Insee a en effet revu à la hausse, ce jeudi, son estimation de croissance du produit intérieur brut (PIB) du deuxième trimestre. De 0,2%, elle est réévaluée à 0,3%, le même niveau qu'au premier trimestre.

Cette révision trimestrielle s'explique par des données plus dynamiques que prévu sur la consommation de services et d'achats immobiliers. Si ce rythme d'une croissance de 0,3% par trimestre se maintient sur la seconde moitié de l'année, le PIB progressera de 1,3% sur l'année, soit un niveau proche du 1,4% prévu, pour l'instant, par le gouvernement.

Le consensus des économistes cible de son côté pour la France 1,2%. L'économie de la France croît ainsi à petites foulées, sans

éclat mais avec une régularité suffisante pour résorber lentement le chômage. Cet été, le taux de chômage a ainsi décliné à 8,5% - un taux encore largement supérieur à la moyenne européenne, mais le plus faible depuis dix ans.

Des investissements dynamiques

Les dernières données mensuelles de l'Insee sur la consommation et la confiance des ménages, datant de juillet, confirment ce diagnostic de résistance. Les ménages commencent ainsi doucement à dépenser les milliards d'euros de pouvoir d'achat versés par le gouvernement (prime d'activité, heures supplémentaires, prime exceptionnelle défiscalisée...) suite à la crise des « gilets jaunes ».

Même si le pouvoir d'achat se replie par rapport au deuxième trimestre, la consommation continue de progresser (de 0,2% après 0,3%). Les dépenses sont un facteur clé pour l'économie française. Elle représente plus de la moitié du PIB chaque trimestre.

« Il y a quelques éléments plutôt rassurants comme la croissance de la consommation en biens de juillet ou les indices de confiance des ménages. Mais globalement,

en France, comme dans toute l'Europe, les ménages restent prudents, voire attentistes. Leur arbitrage entre consommation et épargne restera un point de vigilance pour la suite », décrypte Julien Pouget, le responsable du département conjoncture de l'Insee.

Moins exposées que leurs voisins, notamment allemands, au commerce international, les entreprises françaises dépendent en effet beaucoup de la demande intérieure. « À ce stade, la conjoncture reste très correcte. L'investissement des entreprises

demeure notamment dynamique, juge Hélène Baudchon, économiste chez BNP Paribas. Jusqu'ici, les déterminants porteurs (amélioration de la situation financière des entreprises, conditions de financement favorables, tensions sur les capacités de production) l'ont emporté sur les incertitudes internationales. Mais les prochains trimestres risquent d'être moins positifs du fait de la détérioration des perspectives de demande. »

Un fléchissement de la demande internationale semble, a minima, inévitable. D'abord car

Globalement, en France comme dans toute l'Europe, les ménages restent prudents, voire attentistes. Leur arbitrage entre consommation et épargne restera un point de vigilance pour la suite

La croissance se maintient

VARIATION TRIMESTRIELLE DU PIB, en %



Source: Insee

CONSOMMATION DES MÉNAGES

Variation trimestrielle, en %



INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES

Variation trimestrielle, en %



risques

le premier partenaire commercial de la France, l'Allemagne, est menacé de récession. Au deuxième trimestre, son économie s'est rétractée de 0,1 %.

Ensuite, l'issue très incertaine du Brexit laisse planer la menace d'un choc violent sur l'économie britannique. Enfin, l'escalade de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine va heurter en 2020 ces deux géants, et au-delà d'eux tous leurs partenaires.

Politique de l'offre

Les entreprises françaises souffriront bien sûr de cette conjonction d'éléments préoccupants. Elles ont toutefois quelques cartes pour résister au marasme. S'ils restent confiants, les Français devraient en toute logique continuer à augmenter leurs achats.

D'autant que la baisse d'impôt de 5 milliards d'euros, promise par Emmanuel Macron à la sortie du grand débat, entrera en vigueur à partir de janvier 2020. Comme le redressement de leurs marges l'illustre, les entreprises commencent aussi clairement à voir les bénéfices de cinq années de politique de l'offre déclinée via le pacte de responsabilité, le CICE, les baisses de charges salariales, la baisse de l'IS, etc. ■



LO

„ Nous avons un niveau de croissance solide mais le contexte international est préoccupant „

BRUNO LE MAIRE

JEUDI SUR LCI

14,9%

Taux d'épargne des ménages

au 2^e trimestre
(après 15,3%
au 1^{er} trimestre)